

Neuchâtel progresse... à reculons!

Normalement, la période de la fin de l'année avec les fêtes qui la caractérisent est l'occasion de se projeter avec optimisme, si ce n'est enthousiasme, vers des lendemains meilleurs... Dans notre canton, c'est plutôt la triste litanie des nouveaux sacrifices, des nouvelles défections de l'État!

Pierre Graber, président du SAEN



Le 1er décembre dernier, le Conseil d'État présentait son plan de législation à la presse chargée de délivrer le message de manière positive à la population neuchâteloise.

Les termes sont éloquentes: «nouvel élan», «déclic», «spirale positive». Ils sont suivis d'une profession de foi: le gouvernement veut «rassembler les forces du canton et de ses régions», partager une «vision (...) à la fois ambitieuse et concrète»!

Voilà un superbe effet des efforts de communication de nos autorités, traduits par l'engagement progressif de multiples communicants répartis à tous les étages et dans tous les services de l'État. Le gouvernement semble désormais persuadé que la forme du message prime sur le contenu. À défaut de bonnes nouvelles, communiquons positivement! Émile Coué ou Kaa (version Disney) ne sont pas loin!

Évidemment, après une telle amorce, on peut s'attendre au pire. Le flot de positivisme initial précède l'énumération des mesures prévues par le gouvernement pour son troisième plan d'économies.

Dans notre domaine, outre la forte réduction des crédits alloués à l'orthophonie (deux millions annuels à terme), la première mesure prévue par le gouvernement frappe l'école primaire. Difficile – voire impossible – d'imaginer pire atteinte à la qualité de l'école et d'adresser pire signal à destination des enseignants. En août, la cheffe de département a exprimé sa préoccupation quant à la santé des enseignants à l'occasion de la publication de l'enquête du SER. Deux groupes de travail planchent sur l'épuisement du corps enseignant et sur la surcharge administrative. Une évaluation des fonc-

tions de l'enseignement est en cours et, dans ce contexte, le gouvernement proclame son intention d'augmenter les effectifs des classes à l'école primaire! Inutile de chercher une quelconque justification à tant d'incohérence mêlée de dédain.

L'enfumage médiatique orchestré par le Conseil d'État aura peut-être trompé les naïfs, mais sûrement pas les députés ou les observateurs avisés de la politique neuchâteloise.

L'annonce de la fermeture de la Haute école de musique à la veille de la divulgation officielle du plan du Conseil d'État devait probablement permettre de saturer l'espace médiatique et, en quelque sorte, de passer sous silence les coupes à plus grande portée dans l'orthophonie et l'augmentation des effectifs de classes dans les deux premiers cycles. Alertée par les syndicats d'enseignants, la presse n'est cependant pas tombée dans le panneau.

Les sacrifices imposés par le gouvernement à la population neuchâteloise sont tous inacceptables, mais il faut hélas hiérarchiser nos combats. Nous nous mobilisons à fond contre l'augmentation des effectifs à l'école primaire, regrettons amèrement les coupes dans l'orthophonie et exprimons notre grande tristesse face au projet de fermeture de la Haute école de musique.

Neuchâtel prétendait privilégier le partage social, la solidarité. Le plan de législation du Conseil d'État associé aux décisions enregistrées au cours de l'année écoulée montre qu'il faut changer de logiciel. Désormais, c'est chacun pour soi... ou chacun selon ses propres moyens. En clair, la liberté du loup dans la bergerie! •

Les temps changent...

Lorsque j'ai entamé ma carrière d'enseignante, c'était dans une classe à degrés multiples, de la première à la cinquième année primaire. Par la suite, pendant plus de quinze ans, j'ai eu deux voire trois niveaux dans ma classe. Convaincue par ce fonctionnement multiâge, je l'ai longtemps défendu, car il me semblait comporter plus d'avantages que d'inconvénients.

Brigitte Tisserand

Dans ces classes-là, les rentrées scolaires se passaient bien plus harmonieusement. Pour une moitié des élèves (voire plus), c'était la deuxième ou troisième année avec moi. Ils connaissaient le fonctionnement de la classe. J'avais donc le temps d'accueillir sereinement la poignée de nouveaux, ayant à mes côtés mes jeunes assistants fiers de pouvoir aider leurs jeunes camarades.

Si les leçons et les préparations étaient plus intenses, j'y voyais un immense avantage pour les élèves dans ce qui semble, au premier abord, être un inconvénient: il y a souvent des moments durant lesquels je n'étais pas à disposition d'une partie de la classe, occupée à expliquer une notion à un degré. Les autres enfants n'avaient dès lors d'autre choix que d'essayer de se débrouiller. Les collègues qui ont accueilli ces élèves par la suite ont souvent remarqué leur autonomie. Les enfants se sont habitués à lire et à comprendre la consigne par eux-mêmes, à collaborer plutôt que d'attendre l'aide de l'enseignant. Un autre avantage résidait dans le fait que les plus grands d'une classe pouvaient réentendre des explications sur des notions abordées une ou deux années plus tôt. Ça peut être un grand atout également pour les enfants les plus fragiles qui, dès la deuxième année dans ce genre de classe, peuvent avoir l'occasion de se sentir valorisés en aidant un camarade plus jeune.

Après quelques années dans des classes ordinaires, j'ai retrouvé avec bonheur, le temps d'une année, ma classe à trois ordres. Toutefois, à mon grand regret, je dois dire que l'évolution de l'école a aujourd'hui inversé la vapeur. Les difficultés liées aux classes multiâges en font désormais un modèle à éviter. Je suis devenue dubitative quant aux vertus des classes réunissant l'ensemble des élèves du cycle 1, comme on en rencontre souvent à la campagne depuis l'introduction d'HarmoS et la mise en place de la régionalisation. La différence de maturité et les programmes imposés dans ces classes sont tels qu'il devient presque impossible de trouver des activités adaptées à chacun et des activités communes.



Ma dernière année en classe à trois degrés a été un casse-tête quotidien. Avec des élèves de cinquième, sixième et septième HarmoS, il y avait déjà six leçons d'allemand à donner. S'y ajoutait l'anglais en 7H et ça faisait déjà huit leçons, plus d'une journée d'enseignement durant lesquelles je n'étais pas disponible pour la majorité de la classe. Quant au nouveau moyen de français, mon *Manuel de Français* (MMF), il demande un accompagnement intensif de la part de l'enseignant. Aujourd'hui, certains cercles scolaires installent des classes 7/8H. Moi qui ai pourtant toujours défendu les classes multiâge, je n'aimerais absolument pas me retrouver à la tête d'une telle classe. Aux leçons de langues étrangères et programmes nécessitant un enseignement plus frontal s'ajoute cette terrible scorie de l'ancien système: les notes qui creusent un fossé supplémentaire, quasi philosophique entre ces deux degrés.

Je dois malheureusement l'admettre: le temps des classes à deux ou plusieurs niveaux est révolu. Dans la majorité des cas, les inconvénients l'emportent sur les bienfaits de ce fonctionnement. Même s'il reste peut-être encore quelques circonstances favorables à cette pratique dans la première partie du deuxième cycle – où l'intérêt des élèves et des enseignants se rejoignent – cette formule est hélas vouée à disparaître... et ça me fend le cœur de l'admettre.